

La crise au Burundi peut-elle dériver vers un génocide ?

IRIS, 12 janvier 2016 Le point de vue de Philippe Hugon AprÃs le signalement de nouveaux crimes ce weekend Ã Bujumbura, la situation sÃ©curitaire reste prÃ©occupante au Burundi, certains craignant mÃªme une dÃ©rive gÃ©nocide. Quels sont les Ã©lÃ©ments de tension ? Un rapport confidentiel prÃ©sentÃ© au Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies indique qu'il y a diffÃ©rents scÃ©narios possibles, dont celui, tout Ã fait envisageable, d'un gÃ©nocide. Nous sommes dans une situation qui s'est profondÃ©ment aggravÃ©e au fil du temps.

Cela remonte Ã la dÃ©cision d'avril 2015 du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza de se prÃ©senter aux Ã©lections prÃ©sidentielles et de faire, si ce n'est un coup d'Etat constitutionnel, une manipulation constitutionnelle dans le but de briguer un troisiÃ©me mandat. Il y a depuis eu une extension des mouvements d'opposition, des rÃ©pressions extrÃªmement violentes, une tentative ratÃ©e de coup d'Etat et des attaques de bastions militaires Ã Bujumbura au mois de dÃ©cembre, fortement rÃ©primÃ©es. Nous sommes donc dans un engrenage. Jusqu'Ã prÃ©sent, le conflit n'Ã©tait pas ethnicisÃ©, mÃªme s'il y avait en mÃ©moire ce qui s'est passÃ© entre 1993 et 2005 oÃ¹ il y a eu environ 300.000 morts dans une situation oÃ¹ le jeu paraissait essentiellement politique. Or, aujourd'hui, entre cinq et sept factions armÃ©es sont Ã la fois prÃ©sentes au Burundi et dans les deux pays voisins, la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, et sont toujours capables de mobiliser des jeunes dÃ©sÃ©quilibrÃ©s. De trÃ¢s nombreuses armes circulent et sont disponibles. Il existe un risque rÃ©el de dÃ©rive pouvant conduire Ã une augmentation des assassinats et des dÃ©placÃ©s que l'on estime Ã plus de 200.000 personnes. Les risques que cette grave crise dÃ©rive vers un gÃ©nocide sont rÃ©els. La communautÃ© internationale s'est-elle saisie de l'ampleur de la crise ? La communautÃ© internationale s'en est saisie, mais le Burundi reprÃ©sente pas un rÃ©el enjeu stratÃ©gique sur le plan international. Il ne concerne pas les problÃ©matiques liÃ©es au djihadisme, au terrorisme et Ã l'islamisme radical, qui prÃ©occupent actuellement le monde occidental. C'est un petit pays enclavÃ© qui n'est pas non plus stratÃ©gique du point de vue de ses ressources. Toutefois, la communautÃ© internationale en tÃªte le gÃ©nocide de 1994 au Rwanda, oÃ¹ sa responsabilitÃ© est grande. Elle est consciente que l'histoire ne doit pas rÃ©pÃ©ter dans le pays jumeau qu'est le Burundi. La France a, au niveau des Nations unies, fait des propositions d'intervention. Une intervention des Nations unies est bien entendu envisageable si le scÃ©nario prÃ©-gÃ©nocide est retenu. Ceci Ã©tant, tous les pays membres du Conseil de sÃ©curitÃ© n'ont pas la mÃªme position du cas burundais puisque Nkurunziza est notamment dÃ©fendu par la Russie et la Chine, ce qui est susceptible d'entraÃªner un veto au niveau du Conseil de sÃ©curitÃ©. L'Union europÃ©enne se mobilise comme elle le fait d'habitude, c'est-Ã-dire par des sanctions affirmant que l'aide ne doit pas non plus nuire aux populations burundaises. Il faut en effet savoir que l'aide est fondamentale pour assurer l'Ã©quilibre budgÃ©taire du Burundi. L'Europe n'est ainsi pas trÃ¢s mobilisÃ©e, si ce n'est la dÃ©fense des droits de l'homme. Quant Ã l'Union africaine (UA), elle a avancÃ© des propositions d'intervention ont Ã©tÃ© rÃ©cusÃ©es par le pouvoir burundais. Il faut savoir que l'UA est un syndicat de chefs d'Etats et qu'elle pousse de ses accords constitutifs, intervenir malgrÃ© la volontÃ© d'un pays. Mais en rÃ©alitÃ©, la plupart d'entre eux n'en ont pas envie. Pour ce faire, il faudrait une majoritÃ© des deux-tiers, ce qui semble peu probable. Beaucoup de pays dont les chefs d'Etats ont eux aussi manipulÃ© la constitution ne souhaitent pas adopter une position forte vis-Ã-vis du Burundi. C'est notamment le cas de la RDC, de la Tanzanie, de l'Angola ou encore du Zimbabwe. La nÃ©gociation lancÃ©e sous l'Ã©gide de l'Ouganda entre les reprÃ©sentants du pouvoir en place et le regroupement des diffÃ©rentes forces de l'opposition eux-mÃªmes trÃ¢s divisÃ©es, a Ã©chouÃ©. Pour l'instant, l'UA est largement dÃ©faillante. Le Burundi accuse notamment le Rwanda d'entraÃªner des Burundais sur son sol et les renseignements de la RDC s'inquiÃ©tent d'infiltrations Ã l'encontre des rebelles burundais. Quels sont les risques d'un embrasement rÃ©gional ? Les risques d'un embrasement rÃ©gional sont trÃ¢s grands. Il s'agit d'une configuration oÃ¹ les diffÃ©rentes factions armÃ©es sont localisÃ©es en RDC, au Rwanda et mÃªme temps au Burundi. Le recrutement de jeunes ne pouvant s'effectuer sur une base religieuse, se fera naturellement sur une base ethnique (entre hutu et tutsi). Ainsi, le problÃ©me va s'ethniciser. Il est facile de mobiliser des jeunes dÃ©sÃ©quilibrÃ©s sur cette base, dÃ©s lors qu'on leur fournit des armes et qu'on les paye. Il est Ã©vident que le conflit du Burundi deviendra un conflit rÃ©gional. Le prÃ©sident rwandais Paul Kagame a affirmÃ© qu'il soutiendra jusqu'au bout les tutsis en RDC soutiendra quant Ã elle les mouvements hutus. Les affrontements entre milices hutus et tutsis ayant cours dans la province du Kivu depuis 1994 s'accroÃªtront au niveau rÃ©gional. Cela n'est pas rÃ©jouissant et doit Ãªtre Ã tout prix Ã arrÃªtÃ© de ce point de vue une responsabilitÃ© de la part de la communautÃ© internationale, qui doit impérativement Ãªtre reprÃ©sente sur le dossier burundais.